

dfi analyse
Angela Merkel et François Hollande à Ludwigsburg – page 1

dfi information
La fête citoyenne du 22 septembre qui s'est tenue dans la cour du château de Ludwigsburg à l'occasion de la visite d'Angela Merkel et de François Hollande – page 4

« Quel avenir pour la démocratie en Europe ? » – page 5

A nous l'Europe ! Les jeunes perpétuent le message de de Gaulle – page 6

Portail web sur le discours de Charles de Gaulle à la jeunesse allemande – page 7

« Chacun pour soi ou tous ensemble en Europe ? Débat sur l'identité, la prospérité et les fondements institutionnels de l'UE » – page 7

Bâtisseurs de ponts pour l'Europe. Nécrologies de Jean François-Poncet et de Klaus Wenger – page 8

dfi service
Conférence publique sur la situation actuelle en Tunisie – page 9

Nouvelle publication : Germany's Foreign Policy of Reconciliation – from enmity to amity, de Lily Gardner-Feldman – page 9

Semaines françaises – page 9

Angela Merkel et François Hollande à Ludwigsburg

Il y a 50 ans : le discours de Charles de Gaulle à la jeunesse allemande



Le chef de l'Etat français François Hollande ; la chancelière allemande Angela Merkel. Source : Werner Kuhnle

dfi analyse

Les commémorations politiques célèbrent en règle générale des soulèvements populaires, des révolutions, des déclarations d'indépendance, des armistices ou des traités majeurs. Organiser un jubilé d'envergure pour un discours isolé ne peut se faire que pour des exceptions absolues. Le discours que le président français Charles de Gaulle adressa le 9 septembre 1962 à la jeunesse allemande dans la cour du château de Ludwigsburg fait partie de ces exceptions. Le 22 septembre 2012, la visite effectuée par de Gaulle cinquante ans auparavant a été célébrée par une cérémonie officielle et une fête citoyenne. La chancelière allemande Angela Merkel et le chef de l'Etat français François Hollande se sont rendus sur le lieu du discours historique afin de confirmer leur engagement pour l'amitié franco-allemande et pour une Europe unie.

De Gaulle intégra les jeunes allemands dans le cercle des nations civilisées en les qualifiant d'« enfants d'un grand peuple ». Ces mots devenus célèbres furent prononcés à un moment particulièrement historique. Le monde se trouvait alors au bord d'un conflit armé entre les su-

perpuissances américaine et soviétique (Crise de Cuba). La construction du Mur remontait à un an tout juste et la guerre d'Algérie avait profondément divisé la France. De Gaulle lui-même avait échappé de justesse à un attentat. C'est dans ce climat tendu qu'il se rendit dans la toute jeune République allemande, premier chef de l'Etat français à se rendre en Allemagne d'après-guerre. Le cœur du message qu'il délivra à Ludwigsburg fut au fond très simple : les jeunes allemands et français doivent prendre ensemble leur avenir en main. La finalité politique *stricto sensu* du discours devint évidente quelques mois plus tard avec la signature du Traité franco-allemand (dit Traité de l'Élysée).

L'impact du discours à l'époque fut surprenant. Des milliers de jeunes bordèrent les rues traversées par de Gaulle, conduit en voiture à toit ouvert jusqu'au château de Ludwigsburg. Ils se pressèrent dans la cour du château qui se trouvait être à l'origine fermée au grand public pour des raisons de sécurité. Sur ordre du chancelier Adenauer, les barrières furent alors enlevées et la cour du château fut rapidement pleine. L'effet du discours fut étonnant. De Gaulle avait parfait

Lire la suite à la page 2



(de g. à dr.) Michel Charbonnier, Consul général de France à Stuttgart et directeur de l'Institut français ; Susanne Wasum-Rainer, ambassadrice d'Allemagne à Paris ; Lothar Späth, ancien Ministre-Président ; Erwin Teufel, ancien Ministre-Président ; Steffen Seibert, porte-parole du gouvernement fédéral et chef de l'Office de presse et d'information du gouvernement fédéral ; Michael Link, Ministre d'Etat auprès du ministère des Affaires étrangères et, secrétaire général pour la coopération franco-allemande. Source : Werner Kuhnle

Suite de la page 1

tement réussi à se mettre à la place de son public qui, en dépit de la reconstruction et du miracle économique, se trouvait dans une position morale difficile à l'égard des anciens ennemis. Ce fut le bon message prononcé par le bon orateur au meilleur moment historique imaginable.

Un anniversaire sous le signe de l'Europe

Comment peut-on fêter le 50^e anniversaire d'un tel discours ? La singularité de ce moment historique rend vaine toute tentative de vouloir prononcer un discours aussi extraordinaire. Ne reste-t-il donc que la commémoration, une cérémonie tournée vers le passé ? Les prises de parole du Ministre-président Winfried Kretschmann, d'Angela Merkel et de François Hollande abordèrent effectivement le développement historique des cinquante dernières années. En même temps, il ressortit clairement de leurs discours que l'horizon actuel de la coopération franco-allemande se nomme l'Europe.



(de g. à dr.) Jürgen Walter, secrétaire d'Etat ; Werner Spec, maire de la ville de Ludwigsburg. Source : Werner Kuhnle

Il y a 50 ans, cela n'allait pas du tout de soi. L'instauration du rôle particulier des relations franco-allemandes à travers le Traité de l'Elysée traduisait la politique européenne gaullienne qui se démarquait de la méthode communautaire de Monnet et Schuman. Pour de Gaulle, les Etats-nations devaient accélérer l'unification européenne en coopérant étroitement ; un renforcement progressif des institutions communautaires (Commission et Parlement européen) ne correspondait pas à sa vision de l'Europe. Il est donc d'autant plus remarquable que la coopération franco-allemande, telle qu'elle s'est développée à partir du Traité de l'Elysée, ait trouvé sa place au sein de l'intégration européenne. Angela Merkel tout comme François Hollande soulignèrent ce point dans leurs discours respectifs. Ces derniers furent par ailleurs extrêmement différents. Angela Merkel donna une touche personnelle à son allocution en évoquant sa jeunesse en RDA. L'espace d'un moment, le souffle de l'histoire se fit sentir lorsqu'elle rappela à quel point la réunification de l'Allemagne et de l'Europe entière semblait impensable à l'époque.

Hollande mit l'accent sur l'avenir de l'Europe. Il fut beaucoup question de projets, un concept qui est particulièrement utilisé au parti socialiste français lorsqu'il s'agit de rendre l'Europe attractive aux citoyens. On ne put se départir de l'impression qu'Hollande s'adressait principalement à ses citoyens français. Sa côte de popularité n'a cessé de se dégrader ces derniers mois, sa majorité parlementaire s'amoindrit à propos de la ratification du pacte fiscal et le scepticisme des Français à l'égard de l'intégration européenne demeure élevé. Lorsqu'Hollande exige une politique énergétique européenne commune, lorsqu'il souhaite accélérer le

développement des énergies renouvelables et qu'il annonce le renforcement de l'industrie culturelle, il répond avant tout aux vœux de ses électeurs. Il demeure en revanche incertain que le budget français 2013 puisse s'accommoder du nouvel endettement annoncé de 3 %. Le discours était censé esquisser une vision de l'Europe dans le ciel automnal ensoleillé de Ludwigsburg ; il se limita à des vœux pieux et à des déclarations d'intention.

Un point positif des trois orateurs de la cérémonie fut qu'ils ne laissèrent aucun doute quant à leur engagement en faveur d'une Europe unie. Ce fut une fête au cours de laquelle l'auto-assurance fut au premier plan. La France et l'Allemagne continueront leur coopération étroite, les deux pays assumeront leur objectif commun d'une Europe unie et rempliront leur rôle de force d'initiative aussi bien que possible. Si l'Europe constitue de façon absolument univoque l'horizon commun pour la relation particulière entre la France et l'Allemagne, on peut alors tout au plus se demander pourquoi l'hymne européen n'a pas été joué à la suite des deux hymnes nationaux.

La jeunesse européenne d'aujourd'hui

Bien avant le jubilé, la ville de Ludwigsburg et l'Institut Franco-Allemand (dfi) avaient décidé d'organiser un forum des jeunes, en souvenir de l'invitation de de Gaulle à ce que la jeunesse prenne son destin en main. Le point de départ, fut la conviction qu'à l'heure actuelle, la forme adaptée à l'engagement des jeunes pour l'Europe ne pourra s'établir qu'au travers d'une forte participation. Les Etats européens et leurs

Lire la suite à la page 3

Suite de la page 2

sociétés font face à des défis historiques qui ne pourront être surmontés qu'au prix de mesures impopulaires. Dans le même temps, les citoyens doivent soutenir la politique nécessaire même si elle implique de faire des coupes.

Le Forum « A nous l'Europe ! » avait appelé des élèves et étudiants français, allemands et d'autres pays européens à participer pendant six mois à un forum en ligne. Les grands thèmes sur lesquels les groupes participants se sont penchés reprenaient des thèmes d'actualité : la crise de la dette, la transition démographique, intégration et immigration, le changement climatique et l'approvisionnement énergétique. 350 jeunes issus de sept pays européens se sont engagés durant toute cette période, ont rédigé des comptes-rendus, discuté avec des experts et élaboré des prises de positions et des propositions. Du 19 au 21 septembre, la centaine de porte-paroles de ces groupes s'est réunie à Ludwigsburg afin de discuter l'aboutissement de leur réflexion et de rédiger une déclaration finale commune. Le résultat s'intitule

► « l'Initiative de Ludwigsburg ».

Lors de la discussion publique avec les députés européens Sylvie Goulard et Andreas Schwab et les ministres français et allemand en charge des affaires européennes Bernard Cazeneuve et Michael Link, les jeunes ont montré au millier de personnes présentes à quel point ils avaient fait du bon travail. Leurs exigences ainsi que leurs propositions touchaient à l'actualité des débats politiques.

Plusieurs choses seront à retenir du processus de participation : 1. une utilisation prolifique du media Internet présuppose un encadrement pédagogique intense, 2. la diversité linguistique représente un défi mais en aucun cas un obstacle à une large participation, 3. l'ouverture à des citoyens autre que français et allemands enrichit le contenu, 4. la préparation à long-terme de la rencontre « sur place » permet aussi de motiver les groupes qui n'ont encore jamais participé à des programmes d'échange. Il faut tenir compte de ces constats pour la coopération franco-allemande dans le domaine de la jeunesse.

■ Ouverture de l'année franco-allemande

La cérémonie à Ludwigsburg constitua en même temps l'ouverture de l'année franco-allemande. En janvier 2013, on fêtera le cinquantième anniversaire du Traité de l'Elysée. Les deux chambres parlementaires françaises se rendront à Berlin sur invitation du Bundestag et du Bun-



Winfried Kretschmann, Ministre-Président du Bade-Wurtemberg ; Angela Merkel et François Hollande devant la tente du dfi, en discussion avec Henrik Uterwedde.

Source : Werner Kuhnle

desrat, faisant ainsi le pendant à la visite des députés allemands à Paris lors du quarantième anniversaire.

Que peut-on attendre de cette série de célébrations festives ? Peter Sloterdijk avait raillé les anniversaires dans sa « théorie des après-guerres » et expressément conseillé d'abandonner le pathos de la coopération franco-allemande dans l'histoire. Mais cela n'est pas si facile à faire. L'anniversaire décennal a aussi bien politiquement que socialement sa place dans une Europe qui se trouve confrontée à des défis difficiles et qui ne semble pas toujours sûre de son chemin. Au niveau politique, on insistera au mois de janvier prochain sur le fait que l'étroite concertation franco-allemande demeurera à l'avenir une condition préalable pour les compromis européens. La place particulière et la légitimation de la coopération bilatérale franco-allemande tient au fait qu'elle fait avancer l'intégration européenne. Puisque la relation bilatérale particulière et la cohésion européenne représentent les deux faces d'une même médaille, l'inclusion des députés européens dans les festivités du mois de janvier constituerait un symbole politique important.

Mais ces festivités dépassent également la simple symbolique pour de nombreuses parties actives des deux sociétés. Les sociétés allemande et française sont liées de multiples façons. Il faut entendre par là aussi bien les nombreuses institutions franco-allemandes qui favorisent systématiquement la coopération que les centaines voire les milliers de coopérations qui passent bien souvent inaperçues aux yeux du grand public. La motivation à la base de ces dif-

férentes formes de la coopération est multiple. Le niveau émotionnel, qui se réfère souvent à la réconciliation et à la paix en Europe, y joue tout autant un rôle que le niveau rationnel insistant sur l'utilité et la nécessité de la coopération en matière économique, politique et d'éducation. Pour tous ces citoyens, les anniversaires décennaux largement médiatisés tels que le cinquantième anniversaire du Traité de l'Elysée sont l'occasion de voir leur propre travail valorisé et de trouver de nouveaux partenaires.

■ De nouvelles impulsions ?

Le bilan de ce qui a été atteint doit toutefois s'ouvrir sur de nouvelles initiatives. La prise en compte du niveau européen semble incontournable au vu du lien étroit entre le travail franco-allemand et l'intégration européenne. Il serait de même important de repenser les programmes existants en matière d'éducation, de formation et d'étude de façon à ce que les jeunes d'aujourd'hui, de toutes les couches sociales, puissent en profiter. La coopération franco-allemande institutionnalisée demeure en effet encore et toujours principalement un phénomène des élites.

Reste à attendre de voir si les gouvernements trouveront la force de lancer d'influents innovations. Si le momentum historique des cinquante ans du Traité de l'Elysée doit être utilisé, il faudrait se limiter à quelques projets marquants. Le Traité de l'Elysée fut aussi en fin de compte étonnamment court mais les quelques points qu'ils continrent furent importants.

Frank Baasner ► baasner@dfi.de



La fête citoyenne du 22 septembre qui s'est tenue dans la cour du château de Ludwigsburg à l'occasion de la visite d'Angela Merkel et de François Hollande.



« Quel avenir pour la démocratie en Europe ? »

Conférence internationale au dfi à l'occasion du 50^e anniversaire du discours de Charles de Gaulle à la jeunesse

Le projet européen se brisera-t-il face à la question de la démocratie ? Quelle marge de manœuvre politique offre la politique européenne et comment peut-elle être légitimée démocratiquement ?

La conférence internationale, qui a réuni au dfi du 19 au 21 septembre 2012 des experts de premier plan venus de France, d'Allemagne et des USA, s'est ouverte sur le constat que la pensée de Charles de Gaulle concernant ces questions demeure toujours d'actualité.

De Gaulle éprouvait toujours de la gêne envers « l'Europe des États » sur le plan de la démocratie et de la légitimité. Même si son raisonnement était souvent tactique, les arguments qu'il mettait en avant retrouvent aujourd'hui toute leur pertinence en ces temps de crise bancaire et de crise de la dette, de « politique de sauvetage » européenne et d'action de la troïka en Grèce. Comment garantir la légitimité démocratique de décisions pénibles et douloureuses, si celles-ci émanent apparemment d'organisations internationales qui n'ont pas été élues et que les électeurs grecs ne peuvent pas placer devant leurs responsabilités ?

La conférence s'est déroulée en six séances, au cours desquelles ont été présentées 18 contributions, et deux séances plénières. Cette conférence a été d'une part l'occasion de discuter de la question des réformes nécessaires du système institutionnel selon lequel l'Europe est gouvernée. Elle a, d'autre part, permis d'échanger sur les problèmes actuels touchant trois domaines politiques (l'économie, le secteur social et l'environnement)



Erwin Teufel, ancien
Ministre-Président

Source : Werner Kuhnle



(de g. à dr.) Sylvie Goulard, députée européenne ; Michael Link, Ministre d'Etat ; Frank Baasner, directeur du dfi ; Bernard Cazeneuve, ministre délégué aux affaires européennes ; Hélène Miard-Delacroix, Université Paris-Sorbonne ; Andreas Schwab, député européen. Source : Werner Kuhnle

nement) et de réfléchir à des solutions démocratiques et durables.

La collaboration entre chercheurs, acteurs de terrain et experts en solutions applicables s'est révélée particulièrement fructueuse. La séance de clôture, très animée, a finalement fait clairement ressortir le fait que nous nous trouvons avant tout en proie à une crise de confiance envers le système économique et le modèle néolibéral. Cette crise de confiance se trouve en ou-

tre démultipliée par la fragilité du sentiment de confiance qui s'est développé en Europe entre les citoyens mais aussi vis-à-vis des institutions. Celle-ci peut tout à fait conduire à une situation où l'Union européenne (UE), ses institutions ainsi que ses principes seront eux-mêmes remis en question. Cependant, cela ne semble pas tant être le fait d'un manque d'une « vision de l'Europe » que de l'absence d'un levier social et institutionnel qui permettrait de concrétiser cette vision : bien que les principes de l'UE fussent au fond considérés comme étant clairs (« paix, justice sociale, prospérité »), les participants s'accordèrent sur le fait qu'il manque des éléments facteurs de confiance sociale ainsi que des institutions permettant une gouvernance européenne durable et démocratique. Au vu des défis auxquels l'Europe doit actuellement faire face, la recherche de solutions au plan exclusivement national n'est pas la bonne issue dans la mesure où, les légitimités nationales se heurtant les unes aux autres, l'on peut craindre un blocage du processus de résolution des problèmes européens. En revanche, les expériences de rapprochement entre les sociétés développées par le modèle franco-allemand pourraient précisément jouer un rôle central dans la création d'un climat de confiance entre les citoyens. Les différentes contributions seront disponibles au public une fois les actes du colloque parus.



Kirsten
Reinhold,
illustratrice

A nous l'Europe !

Les jeunes perpétuent le message de de Gaulle

Le 21 septembre s'est tenue la table ronde de clôture réunissant les ministres des Affaires européennes Bernard Cazeneuve et Michael Link, les députés européens Sylvie Goulard et Andreas Schwab ainsi que les représentants des jeunes Européens ayant pris part à « l'Initiative de Ludwigsburg » depuis mars 2012.

« A nous l'Europe ! » L'appel à la jeunesse européenne de mars 2012 est devenu en quelques mois le leitmotiv que les jeunes ont continué à faire circuler fièrement à l'occasion du cinquantième anniversaire du discours de de Gaulle à Ludwigsburg. Lors de la table ronde de clôture, animée par Frank Baasner, directeur du dfi, et Hélène Miard-Delacroix de l'Université Paris-Sorbonne, les porte-paroles des jeunes ont présenté les résultats de leurs travaux devant un auditoire exceptionnel comptant plus de 1 000 invités et invités d'honneur. Les applaudissements chaleureux de la salle sont venus récompenser six mois de travail intensif. Lors de la cérémonie officielle du 22 septembre – qui s'est tenue dans la cour du château de Ludwigsburg, lieu historique du discours –, le chef de l'Etat François Hollande et la Chancelière Angela Merkel ont chacun reçu un exemplaire de « l'Initiative de Ludwigsburg ». Lors de la table ronde, Erwin Teufel, président du dfi, a prononcé un émouvant discours appelant les jeunes Européens à perpétuer le précieux héritage de de Gaulle et d'Adenauer.

Comment en est-on arrivé là ? Pour commémorer les 50 ans du discours de 1962, la ville de Ludwigsburg et l'Institut Franco-Allemand (dfi) ont lancé en 2012 un forum trilingue en ligne intitulé « A nous l'Europe ! » (► www.a-nous-leurope.eu). Depuis mars 2012, ce forum a réuni 350 jeunes

La liste des sponsors ayant généreusement soutenu le forum en ligne trilingue de Ludwigsburg témoigne de l'importance accordée à la question de la participation des jeunes Européens : la Fondation Robert Bosch, la Fondation Wüstenrot, la Kreissparkasse de Ludwigsburg, la Fondation Dr. Karl Eisele & Elisabeth Eisele, le programme européen « Jeunes en action » et l'agence allemande « Jeunes pour l'Europe » chargée de le mettre en œuvre, la Fondation Paul Lechler, la Fondation Mann+Hummel, l'Office franco-allemand pour la Jeunesse, la BHF-Bank de Stuttgart, les Rotary-Clubs de Bietigheim-Vaihingen, de Ludwigsburg, de Ludwigsburg-Altwürttemberg et de Backnang-Marbach, ainsi que Günther Fleig, Peter Kemmler et Hartwig Bronner.



Kurt W. Liedtke, Fondation Robert Bosch ; Werner Spec. Source : Werner Kuhnle (tous)

de huit pays européens (France, Allemagne, Pologne, Grande-Bretagne, Espagne, République tchèque, Slovaquie et Pays-Bas). L'objectif de ce forum était d'expérimenter de façon concrète de quelle manière les jeunes peuvent s'organiser pour participer à la réflexion européenne sur les grands défis politiques que sont la crise de la dette, la transition démographique, intégration et migration, le changement climatique et l'approvisionnement énergétique. Cette « entreprise audacieuse » (selon l'expression du maire de Ludwigsburg Werner Spec) a engendré un vaste mouvement qui a débouché sur la venue en septembre à Ludwigsburg de 94 jeunes délégués. Un groupe de 23 scientifiques et experts s'est réuni en parallèle à Ludwigsburg pour la conférence internationale « *The Future of Democracy in Europe* ».

La table ronde de clôture, animée par Frank Baasner et Hélène Miard-Delacroix, fut l'occasion pour les ministres en charge des affaires européennes, les députés européens et les quatre jeunes porte-paroles d'échanger des idées et de faire passer un certain nombre de messages.

Le débat s'est articulé autour de trois grandes thématiques :

1. L'Europe de la diversité, dans laquelle les jeunes des huit États européens vivent, trouve néanmoins dans les débats « une voix commune ». Se donner la peine de découvrir et de connaître les autres partenaires européens (y compris leur langue). Favoriser les échanges et les rencontres entre le plus de jeunes possible et issus de toutes les couches sociales, grâce entre autres à une plus vaste diffusion de l'information. Il y fut principalement question du programme européen d'échange Erasmus à destination des étudiants, des offres de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) et de l'année de service civil volontaire. Il fut également proposé de rendre obligatoire la visite d'une capitale européenne pour tous les jeunes de seconde (10. Klasse). A la question : « Comment unir les différences au sein d'un même ensemble (poli-

tique) ? », le modèle de l'Initiative citoyenne européenne (ICE) apporte une réponse. L'ICE donne un droit d'initiative politique à un rassemblement d'au moins un million de voix provenant de sept pays de l'UE au minimum : si ces conditions sont réunies, une proposition de loi émise par les jeunes peut être déposée auprès de la Commission européenne.

2. A quoi doit ressembler la future architecture politique de l'Europe ? Les représentants des jeunes veulent assumer des responsabilités en Europe et pour leur avenir. Ils souhaitent être impliqués dans les décisions importantes. A ce sujet, les ministres Cazeneuve et Link ont réfléchi à la création de nouvelles structures européennes : une partie des députés européens pourrait ainsi être élue aux prochaines élections européennes de 2014 grâce à des listes transnationales. Le futur président de la Commission pourrait également provenir du Parlement européen.

3. La solidarité fut la troisième notion importante à ressortir des débats de Ludwigsburg : solidarité entre jeunes et moins jeunes, entre riches et pauvres ou encore entre États européens. Ce thème est continuellement revenu dès lors qu'il s'agissait de questions sociales et éthiques. La solidarité a par exemple été évoquée pour permettre aux jeunes générations d'échapper au chômage, qui atteint un niveau dramatique dans les pays du sud. Au sujet du mécanisme européen de stabilité (MES), le ministre Link a évoqué une « solidarité obéissant à des règles claires », selon « ce que nous considérons important en Europe ». Pour les porte-paroles du groupe dédié à la crise de la dette, il est avant tout « l'heure de l'action solidaire en Europe ».

Cela n'est pas pour demain ? Pas si sûr ! Lors de la cérémonie officielle qui s'est déroulée le 22 septembre à Ludwigsburg, François Hollande a prononcé ses derniers mots en allemand, déclarant : « Jeunes femmes et jeunes gens, d'Allemagne et de France, de toute l'Europe, votre rôle est à présent de concrétiser le rêve européen, de le faire vivre aujourd'hui et demain. Vive l'amitié franco-allemande ! »

Brigitte Veit ► veit@dfi.de



Porte parole du forum des jeunes

Portail web sur le discours de Charles de Gaulle à la jeunesse allemande

L'office central du Land de Bade-Wurtemberg pour l'éducation politique et civique (Landeszentrale für politische Bildung Baden-Württemberg) a créé un nouveau portail web sur le discours que le président français Charles de Gaulle a tenu il y a 50 ans dans la cour du château de Ludwigsburg. Le portail web « De Gaulle – le discours de 1962 » a été élaboré en collaboration avec l'Institut Franco-Allemand.

Le discours du 9 septembre 1962 a marqué une étape importante dans les relations franco-allemandes et a constitué une avancée sérieuse sur le chemin qui mena au traité d'amitié franco-allemande (traité de l'Élysée). Ce portail offre la possibilité de lire le discours dans son intégralité, de l'écouter ou de le regarder en vidéo. En outre, il offre des informations sur Charles de Gaulle ainsi que sur les circonstances historiques et politiques de sa venue à Ludwigsburg et de l'accueil enthousiaste qui lui a été réservé. Le portail retrace le développement historique des relations entre l'Allemagne et la France, revient sur les hauts et les bas qu'ont connus les relations politiques dans la période post-Adenauer et explique



l'importance des relations franco-allemandes pour l'intégration européenne. Enfin, un onglet présente différentes possibilités de travailler le discours en cours, que ce soit en classe ou dans le cadre de travaux personnels. Le portail propose une « recherche sur internet » dont la séquence de cours est détaillée, pour le cours de base comme pour le cours de spécialité. Ce dossier est complété par des indications de matériaux et de ressources adaptés aux cours de fran-

çais et d'histoire. Il propose également des liens pour prolonger la réflexion sur ce thème. On peut accéder à ce portail à l'adresse internet suivante : www.degaulle.lpb-bw.de.

N'hésitez pas à nous contacter si vous avez des questions – 0049 (0)7141 / 93 03 34
frankreich-bibliothek@dfi.de

Martin Villinger villinger@dfi.de

Chacun pour soi ou tous ensemble en Europe ?

Débat sur l'identité, la prospérité et les fondements institutionnels de l'UE

Nouvel ouvrage dans la collection « Denkart Europa » de l'ASKO Europa-Stiftung

Un euroscepticisme parmi les pays membres fondateurs, des courants ouvertement néofascistes aux frontières de l'UE, des mouvements indépendantistes prêts à tout dans des régions telles que la Catalogne, la Flandre et l'Ecosse – quel rapport ces phénomènes entretiennent-ils entre eux et quelles en sont les conséquences pour le projet européen ?

Prenant cette interrogation pour point de départ, un groupe de chercheurs italiens, espagnols, belges, français et allemands s'est mis en quête d'explications face au « nouveau populisme » qui touche l'Europe. Dans le cadre du projet financé par l'ASKO Europa-Stiftung, nous avons développé la thèse selon laquelle les phénomènes évoqués, en dépit de leurs différences, sont complètement liés : en effet, il s'agit toujours d'une part de luttes économiques pour la répartition des richesses (entre la « solidarité européenne » et le « chacun pour soi »), et d'autre part d'arguments en rapport avec l'identité culturelle (« nous » contre « les autres »). De la combinaison de ces deux lignes d'argumentation dans le discours politique et pu-



blic ressort dans chacun des cas un projet politique spécifique pour l'Europe. Ces conceptions de l'Europe ne sont pas anodines et ne se limitent

pas à de simples spéculations intellectuelles. Bien au contraire, si l'on observe le niveau européen, l'on constate que ces idées, par le retour des électeurs, exercent une influence directe sur le développement ultérieur de la politique européenne. Certes la crise de la dette et la nouvelle pauvreté, le populisme et l'euroscepticisme remettent en question le projet européen ; cependant, l'ouvrage y voit moins un danger que l'occasion essentielle de se rassurer soi-même sur la validité de ce projet. Ce volume comporte des études de cas sur la Catalogne et l'Italie du Nord, sur la politique européenne franco-allemande au regard de la crise de la dette, sur l'image qu'a la population allemande de l'Europe ainsi que sur les conséquences actuelles de ces évolutions au niveau européen (Service européen pour l'action extérieure, Pacte de stabilité et de croissance renforcé, réforme de Schengen). La publication de ce recueil par la maison d'édition Nomos-Verlag est prévue pour décembre 2012. Elle marquera en même temps le point final du projet « Nationalisme et séparatisme en Europe », à la suite des rencontres qui se sont tenues à Berlin, Barcelone, Venise et Paris.

Stefan Seidendorf seidendorf@dfi.de

Bâtisseurs de ponts pour l'Europe

Nécrologie de Jean François-Poncet (1928 – 2012), Ancien Ministre des Affaires étrangères, sénateur, membre du comité de direction du dfi

L'Institut Franco-Allemand regrette la disparition de Jean François-Poncet, membre de son conseil d'administration de longue date, qui s'est éteint le 18 juillet 2012 à Paris, à l'âge de 83 ans.

Arrivé à Berlin en 1931, Jean François-Poncet vécut la fin de la République de Weimar et vit, à cinq ans, le Reichstag en flammes de la fenêtre de l'ambassade de France sur la Place de Paris. Jusqu'en 1938, il fut confronté au plus près aux activités du national-socialisme. Fils d'André François-Poncet, qui fut ambassadeur de France et plus tard haut-commissaire de la Zone d'occupation française en Allemagne, Jean François-Poncet a été dès son plus jeune âge imprégné de la langue et la culture allemandes. Il a consacré sa vie politique à l'Europe et s'est efforcé tout au long de son existence d'entretenir et de consolider les relations franco-allemandes, qu'il considérait comme étant le pivot et le moteur de l'Union européenne.

Après des études de droit et d'économie, François-Poncet obtint son diplôme à l'ENA à Paris puis partit pour l'université d'Harvard aux Etats-Unis. En 1955, il devint secrétaire d'ambassade. A Rome, en 1957, il participa en tant



Jean François-Poncet (1928 – 2012)

que jeune diplomate aux négociations et à la signature du Traité de Rome. Il travailla jusqu'en 1981 au cœur de la diplomatie française et prit part à l'élaboration du Traité de l'Elysée, signé le 22 février 1963 par le président Charles de Gaulle et le Chancelier Konrad Adenauer. Sous le mandat du président Giscard d'Estaing, François-Poncet fut nommé ministre des Affaires étrangères en novembre 1978. Durant le premier semestre 1979, il fut également président du Conseil de l'Union européenne.

Sa carrière politique prit un nouveau tournant lorsqu'il fut élu président du Conseil général du Lot-et-Garonne, une fonction qu'il occupa de 1978 à 2004. Il profita de l'opportunité que lui offrirent les débuts de la décentralisation pour engager son département, jusque là délaissé, sur la voie d'une prospérité pérenne.

L'opinion de François-Poncet était très souvent sollicitée lorsqu'il était question de l'Europe et de la politique internationale de la France.

En 1983, il fut élu sénateur et exerça dans ce cadre la fonction de vice-président de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des forces armées. Il fut également vice-président de la Commission des affaires européennes du Sénat. Cet Européen convaincu était membre du comité de direction du dfi, par le biais duquel il insuffla un nouvel élan aux relations franco-allemandes.

Ses mémoires « 37, Quai d'Orsay : mémoires pour aujourd'hui et pour demain » sont parues en 2008 en français et en 2010 en allemand. L'ouvrage porte pour titre l'adresse du Ministre des Affaires étrangères et retrace l'histoire franco-allemande dans ses constantes interactions avec l'histoire européenne. Le style est remarquable et l'ouvrage très agréable à lire. L'ancien ministre fédéral Hans-Dietrich Genscher, qui fut pendant plusieurs années son homologue, écrit dans sa préface : « Les réflexions sur la chute du mur en 1989, où il a mis beaucoup de lui-même, révèlent à quel point, déjà, l'auteur se sentait proche du peuple allemand, et comme il éprouvait profondément et avec empathie les émotions positives que ressentaient les Allemands, leur foi en la liberté, en l'unité et en l'Europe. »

L'Institut Franco-Allemand remercie le sénateur qu'il a été pour son engagement et son implication au service de l'Allemagne, de la France et de l'Europe et lui rend hommage.

Brigitte Veit ► veit@dfi.de

Nécrologie de Klaus Wenger (1947 – 2012), Directeur général d'ARTE Allemagne, membre du comité directeur du dfi.

L'Institut Franco-Allemand regrette la disparition de Klaus Wenger, décédé le 12 mai dernier à l'âge de 64 ans, qui fut membre de son conseil d'administration de longue date.

La coopération franco-allemande et l'intégration européenne furent toujours au centre de l'activité professionnelle et de l'intérêt personnel de Klaus Wenger. Après son doctorat sur « La Prusse dans l'opinion publique française de 1815 à 1870 » (Göttingen, 1976), et après ses premières expériences professionnelles à l'Université de Paris III, ainsi qu'au *Stifterverband für die deutsche Wissenschaft*, il se lance en 1984 dans une carrière



Dr. Klaus Wenger (1947 – 2012)

journalistique, d'abord à la radio *Südwestrundfunk* avant de changer pour ARTE en 1991. Depuis 1995, il avait participé de façon déterminante au développement de la chaîne culturelle franco-allemande, et ce en qualité de directeur général d'ARTE Allemagne et en tant que coordinateur général ARTE pour ARD. Klaus Wenger s'est toujours révélé Européen de cœur, pour qui le rôle de la télévision en tant que média d'un

espace public européen était une affaire particulière. Il exprima en outre son engagement pour l'approfondissement du rapport franco-allemand dans de nombreuses activités journalistiques et bénévoles. Monsieur Wenger était depuis 1996 membre du comité directeur du dfi. Il y a apporté ses diverses expériences de manière tout aussi engagée et désintéressée. Il a également ouvert le champ à de nouvelles activités au dfi et donné, à plusieurs reprises, de précieuses impulsions de fond au travail de l'Institut. Son extrême compétence, sa richesse d'idées et son rapport aux autres très agréable ont marqué la coopération.

L'Institut regarde cette coopération avec reconnaissance et honorera toujours la mémoire de Klaus Wenger.

Henrik Uterwedde ► uterwedde@dfi.de

Conférence publique sur la situation actuelle en Tunisie

Dans le cadre d'un projet réalisé avec le soutien de la Fondation Robert Bosch, le dfi organise le 16 octobre à 19h, à la Maison de l'Histoire du Bade-Wurtemberg à Stuttgart (Konrad-Adenauer-Str. 16), une conférence publique sur la situation actuelle en Tunisie.

Dans le cadre de ce projet, nous avons invité 12 représentants des médias tunisiens et porte-paroles des institutions publiques à participer à un voyage d'information à Stuttgart et à Strasbourg. Au programme sont prévues des rencontres avec des journalistes français et allemands, ainsi qu'avec des chargés de communication de ministères, d'institutions publiques et de l'Eglise.



Le mardi 16 octobre, Mabrouka Khedir de la *Deutsche Welle* à Tunis, Olfa Riahi de *Radio IFM* et Sofiane Ben M'Rad de *Tunis Express* nous informeront des événements et développements actuels en

Tunisie, et notamment du débat sur la nouvelle Constitution.

La conférence sera animée par Eggert Blum, chroniqueur à la *Südwestrundfunk*.

Kurt Liedtke, président du curatorium de la Fondation Robert Bosch prononcera un mot de bienvenue.

Cette conférence publique se tiendra en français et en allemand et sera traduite simultanément.

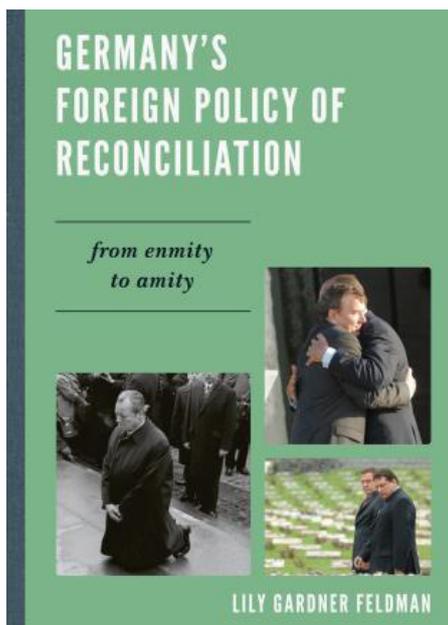
Nous vous invitons cordialement à y assister.

La salle ayant un nombre limité de places, merci de vous inscrire à l'adresse veranstaltung@dfi.de ou par fax au 0049 (0)7141 - 93 03 50 en précisant le nombre de personnes.

Till Raczek raczek@dfi.de

Nouvelle publication : *Germany's Foreign Policy of Reconciliation – from enmity to amity*

de Lily Gardner-Feldman



Cet ouvrage explique, en se fondant sur les relations extérieures qu'a entretenues l'Allemagne envers quatre de ses anciens ennemis – la France, Israël et le peuple juif, la Pologne et la République tchèque – de quelle manière elle a retrouvé sa place au sein de la communauté internationale après l'holocauste et la Seconde Guerre mondiale. Gardner-Feldman y développe en outre un cadre analytique qui, sous la notion de « réconciliation », articule ensemble l'engagement dans la société civile, l'intérêt politique pragmatique, les contraintes géopolitiques et l'intégration au sein des grandes institutions. Une attention particulière est consacrée aux relations franco-allemandes.

Cet ouvrage peut être commandé à l'adresse suivante : <https://rowman.com/> ISBN/9780742526129

Stefan Seidendorf seidendorf@dfi.de



Semaines françaises

Du 18 octobre au 7 novembre 2012 aura lieu la 13^e édition des Semaines françaises dans la région de Stuttgart et à Tübingen.

Le programme complet est disponible sur

<http://www.franzoesischewochen.de>

Le 5 novembre, Dominik Grillmayer (dfi) animera un débat sur le premier bilan de François Hollande avec Anne Mailliet, correspondante en Allemagne pour la chaîne internationale France 24, et Axel Veiel, correspondant du Stuttgarter Zeitung à Paris.

[Plus d'informations](#)

Dominik Grillmayer grillmayer@dfi.de

Agenda

Du 7 au 13 octobre

Séminaire pour jeunes journalistes allemands en formation, Paris

Du 14 au 21 octobre

Voyage d'études et de rencontres pour journalistes tunisiens à Stuttgart et Strasbourg

15 novembre

Assemblée générale du dfi, Ludwigsburg

Du 29 novembre au 2 décembre

Séminaire pour jeunes journalistes français et allemands, Strasbourg

Deutsch-Französisches Institut

Asperger Straße 34

D-71634 Ludwigsburg

Tel +49 (0)7141 93 03 0

Fax +49 (0)7141 93 03 50

www.dfi.de

info@dfi.de

Rédaction : Waltraut Kruse

Traduction : Clémentine Chaigneau,

Céline Choppin, Marie Lafage

Directeur de la publication :

Prof. Dr. Frank Baasner